



Paris, le 16 janvier 2024

CONTRE LA LOI ASILE-IMMIGRATION : LE 21 JANVIER, TOUTES LES CHEMINOTES ET TOUS LES CHEMINOTS MOBILISÉ·ES !

Le vote de la loi dite « asile-immigration » marque un tournant extrêmement dangereux dans l'histoire de notre pays ; c'est le texte le plus régressif depuis 40 ans en matière d'immigration. Il va à rebours des valeurs qui fondent la République.

Rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de « préférence nationale », cette loi contrevient aux piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français autant qu'étrangers, nous nous trouvons menacés.

Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles.* ».

Déterminées à combattre cette loi, nos trois fédérations affirment que notre priorité est le rassemblement et la solidarité plutôt que la division sans fin de notre société. Un appel à une grande marche a été lancé par nos organisations interprofessionnelles et 201 personnalités pour demander que cette loi ne soit pas promulguée.

Les cheminotes et cheminots sont attaqués, concernés et mobilisés

Cette loi n'est pas un texte de plus. C'est le marqueur d'une dérive profonde et inquiétante.

Les dispositions de la loi vont à l'inverse des valeurs du corps social cheminots. Entraide, solidarité, engagement pour le bien commun et le service public, respect de toutes et de tous, dans la diversité et reconnaissance de la contribution de chacune et chacun à notre destin commun, ce sont bien ces valeurs qui nous fondent et doivent nous amener à combattre cette loi dans la société et dans nos entreprises.

« Liberté, égalité, fraternité. » : ces mots sont réels et pas uniquement destinés à être accrochés sur les façades des mairies et des écoles.

Les idées véhiculées par ce texte sont celles qui, dans d'autres pays, ont déjà conduit à une réduction des droits des salariés. Soyons lucides, partout où ces idées s'imposent, les salariés sont attaqués.

TOUS MOBILISÉS LE 21 JANVIER